

**MAIRIE  
D'ABREST**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST**

**N°01/25**

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Convention de location précaire-parcelle AH n°373

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 5,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

**Vu** la convention conclue, en date du 18 janvier 2024 cessant le 31 décembre 2024

**Considérant** la nécessité de procéder à une convention de location précaire de la parcelle cadastrée AH n°373, située rue de la mairie,

## DÉCIDE

**Article 1 :** De procéder à la rédaction d'une convention précitée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, pour une durée d'une année et s'achevant le 31 décembre 2025.

**Article 2 :** Les conditions de location seront précisées dans la convention de bail précaire et temporaire.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 03 janvier 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ

**MAIRIE  
D'ABREST**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST**

**N°02/25**

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Location local communal, Rue de la Tour

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 5,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

**Considérant** l'échéance au 31 janvier de la convention intervenue le 24 janvier 2024

**Considérant** la demande de madame Juliette MONNET à l'effet de poursuivre la location du local communal, situé Rue de la Tour ;

## DÉCIDE

**Article 1 :** De procéder à la location du local communal à madame Juliette MONNET à compter du 1<sup>er</sup> Février 2025 et jusqu'au 31 décembre 2025, pour un loyer mensuel de 180 €.

**Article 3 :** Les conditions de location seront précisées dans la convention de bail précaire et temporaire.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 03 Janvier 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ

MAIRIE  
D'ABREST

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST

N°03/25

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Changement de la chaudière de l'école maternelle-demande d'aides

Le Maire de la Commune d'ABREST,

Vu l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 26,

Vu la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour « demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions pour les aides provenant de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale, de tout organisme institutionnel ou privé qui apporte sa contribution au financement de projets communaux de manière ponctuelle ou régulière ».

Considérant le projet de changement de chaudière de l'école maternelle prévu dans le cadre de la programmation budgétaire 2025 des dépenses d'équipement,

Considérant l'intérêt porté sur la consommation d'énergie en matière thermique et que la programmation de ces travaux participe au programme de changement d'équipements de chauffage des locaux communaux, engagé lors des précédents exercices budgétaires,

Considérant les devis relatifs à ces travaux pour un coût de 46 196,10 € HT soit 55 435,32 € TTC,

Considérant le plan de financement prévisionnel établi associant les différents partenariats possibles,

### DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup> :** De solliciter :

- Auprès de l'Etat, programmation d'aide 2025 une aide au titre du programme de « construction ou de gros entretien d'équipements communaux ou intercommunaux »,
- Auprès du conseil départemental de l'Allier une aide au titre du programme « soutien aux travaux sur le bâti »,

**Article 2 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal,

Fait à ABREST, le 07 février 2025

Pour extrait conforme

Le Maire,

Romain LOPEZ

MAIRIE  
D'ABREST

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST

N°04/25

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Travaux de voirie communale-demande d'aide

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 26,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour « demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions pour les aides provenant de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale, de tout organisme institutionnel ou privé qui apporte sa contribution au financement de projets communaux de manière ponctuelle ou régulière ».

**Considérant** le projet de réfection de voirie sur la programmation budgétaire 2025,

**Considérant** l'intérêt porté sur l'aménagement des quartiers dans le cadre de ces travaux,

**Considérant** que les travaux des rues du Baril, rue du bas de Fontchaudière et rue des Séjournins entrent dans le cadre des aides du conseil départemental au titre du programme soutien aux travaux de voirie

**Considérant** les devis relatifs à ces travaux pour un coût de 75 222,00 € HT soit 90 266,40 € TTC, pour les rues du Baril et du bas de Fontchaudière,

**Considérant** les devis relatifs à ces travaux pour un coût de 24 935,00 € HT soit 29 922,00 € TTC, pour la rue des Séjournins

**Considérant** le plan de financement prévisionnel établi associant le conseil départemental de l'Allier

## DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup> :** De solliciter :

- Auprès du conseil départemental de l'Allier une aide au titre du programme « soutien aux travaux de voirie », à hauteur de 30% du montant Hors Taxes des travaux,

**Article 2 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal,

Fait à ABREST, le 18 mars 2025

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Romain LOPEZ

MAIRIE  
D'ABREST

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST

N°05/25

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Demande d'aide FIPD - Installation de vidéosurveillance

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 26,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour « demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions pour les aides provenant de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale, de tout organisme institutionnel ou privé qui apporte sa contribution au financement de projets communaux de manière ponctuelle ou régulière ».

**Considérant** le projet d'installation d'un système de vidéo protection sur le territoire communal,

**Considérant** l'estimation du coût d'une première phase de travaux pour un montant de 49 500 € HT soit 59 400 € TTC

## DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : De solliciter auprès de la Préfecture de l'Allier l'octroi d'une aide financière au titre de l'appel à projets-FIPD 2025, pour les actions visant à la vidéo protection de voie publique, à la sécurisation des établissements scolaires-Programme S.

**Article 2** : Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 20 mars 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ

**MAIRIE  
D'ABREST**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**Département de l'Allier**  
**Commune d'ABREST**

**N°06/25**

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Convention d'occupation d'un terrain communal Cadastré AE n°122

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 5,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

**Considérant** la demande de monsieur GAUDILLAT, propriétaire riverain de la parcelle communale cadastrée AE n° 122, à l'effet d'en occuper une partie ;

**Considérant** la convention signée le 1<sup>er</sup> juin 2022 prenant fin le 31 mai 2025

**Considérant** que la commune d'ABREST n'a pas d'usage immédiat de cette parcelle ;

### DÉCIDE

**Article 1 :** De procéder à la mise à disposition d'une emprise de 400 m2 de la parcelle AE n°122 par convention d'occupation à titre précaire et révocable, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2025, pour une durée ne pouvant pas excéder trois années.

**Article 3 :** Les conditions de location seront précisées dans la convention précaire et révocable rédigée à cet effet.

**Article 4 :** Le preneur s'acquittera du montant de loyer de 50 € par an.

**Article 5 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 31 mars 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ

MAIRIE  
D'ABREST

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST

N°07/25

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Convention d'occupation de locaux communaux

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 5,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

**Considérant** la demande de l'US ABREST pour procéder au stationnement d'un véhicule de transport collectif ;

**Considérant** que la commune d'ABREST dispose d'un local situé rue du Presbytère pouvant répondre à la demande de l'association ;

### DÉCIDE

**Article 1 :** De procéder à la mise à disposition gratuite du local, pour une durée de trois années

**Article 3 :** Les conditions de location seront précisées dans la convention précaire rédigée à cet effet.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 31 mars 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ

MAIRIE  
D'ABREST

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST

N°08/25

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Convention d'utilisation d'un terrain communal-Rue de la Tour

Le Maire de la Commune d'ABREST,

Vu l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 5,

Vu la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

Considérant la demande de madame Chloé BARDIN à l'effet d'occuper ne parcelle communale dans le cadre d'une activité de commerce ambulant « Beauty Van Life »,

## DÉCIDE

**Article 1 :** De procéder à la mise à disposition du terrain communal cadastré ZH n°004, à madame Chloé BARDIN, dans le cadre du stationnement du véhicule d'activité commerciale ambulante, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2025 et jusqu'au 31 mai 2026.

**Article 3 :** Les conditions de mise à disposition seront précisées dans la convention d'utilisation du terrain.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 04 avril 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ



**MAIRIE  
D'ABREST**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST**

**N°09/25**

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Location local communal 14, Avenue de Vichy

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 5,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

**Considérant** la demande de madame Laure GIRAUD à l'effet d'occuper le local communal, situé 14 Avenue de VICHY ;

## DÉCIDE

**Article 1 :** De procéder à la mise à disposition du local communal, à madame Laure GIRAUD, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2025 et jusqu'au 30 avril 2026, pour un loyer mensuel de 100 €.

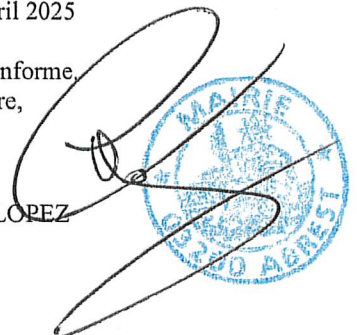
**Article 3 :** Les conditions de mise à disposition seront précisées dans la convention de bail précaire et temporaire.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 04 avril 2025

Pour extrait conforme,  
Le Maire,

Romain LOPEZ



MAIRIE  
D'ABREST

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST

N°10/25

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Demande d'aide départementale- Répartition du produit des amendes de police

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 26,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour « demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions pour les aides provenant de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale, de tout organisme institutionnel ou privé qui apporte sa contribution au financement de projets communaux de manière ponctuelle ou régulière ».

**Considérant** les travaux d'aménagement programmés pour l'amélioration de la sécurité routière sur diverses voies de la commune consistant en

- La pose de miroirs de sécurité,
- La signalisation de police des passages piétons et autre signalisation verticale et horizontale,
- La pose de radars pédagogiques,
- L'installation de têtes d'aqueducs

**Considérant** l'estimation du coût pour un montant de 15 363,98 € HT soit 18 436,77 € TTC

### DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : De solliciter auprès du conseil départemental de l'Allier l'octroi d'une aide financière au titre du programme de répartition des amendes de police,

**Article 2** : Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 16 Avril 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST**

**N°11/25**

## **EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE**

### **Aménagement du centre bourg-crétion d'une place et rénovation de deux logements-Avenants aux marchés**

Le Maire de la Commune d'ABREST,

Vu l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et  
notamment l'alinéa 15,

Vu la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre  
2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute  
décision concernant la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des  
accords- cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les  
crédits sont inscrits au budget, selon les dispositions prévues au premier alinéa de  
l'article L 2122-22 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales

Vu le budget d'investissement 2025 et l'opération n°222

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L 2123-1 et  
R 2123-1,

Vu la décision d'attribution des lots, n°21/24 en date du 27 mai 2024

Considérant qu'au cours de la réalisation du chantier il a été constaté la  
nécessité de procéder à des modifications et ajustements de prestation entraînant  
une incidence financière,

Considérant qu'il y a lieu de prendre en compte ces modifications pour les  
lots concernés

Lot n°3 : VRD : Entreprise EIFFAGE

Lot n°4 : Gros œuvre-Démolition intérieure : Entreprise MALDAN

Lot n°5 : Couverture-Zinguerie : Entreprise ROSSIGNOL

Lot n°6 : Menuiseries extérieures-serrurerie : Entreprise ROSSIGNOL

Lot n°1 : Électricité : Entreprise KOLASINSKI

## **DÉCIDE**

**Article 1 :** Les avenants au marché concernant les travaux pour les lots  
concernés sont définis :

**Lot n°3 : VRD-à la société EIFFAGE ROUTE CENTRE EST- LOIRE  
AUVERGNE-03200 ABREST, pour un montant initial de 153 082,25 € HT,  
soit 183 698,70 € TTC**

**Montant de l'avenant n°1 : +3 588,65 € HT**

**TVA à 20% : 717,73 €**

**Écart par rapport au marché initial : +2,34%**

**Soit un nouveau montant du marché de 156 670,90 € HT et 188 005,08 € TTC.**

Envoyé en préfecture le 20/05/2025

Reçu en préfecture le 20/05/2025

Publié le

20/05/2025 S'LO

ID : 003-210300018-20250519-2025DEC112025-DE

Montant de l'avenant n°2 : +2 330,10

TVA à 20% : 466,02€

Écart par rapport au marché initial : +3,866%

Soit un nouveau montant du marché de 159 001,00 € HT et 190 801,20 € TTC.

**Lot n°4 : GROS ŒUVRE-DÉMOLITION INTÉRIEURE-** à la SAS MALDAN-03300 CUSSET, pour un montant initial de 63 155,28 € HT, soit 69 470,81 €

Montant de l'avenant : +2 000,00 € HT

TVA à 10% : 200 €

Écart par rapport au marché initial : +3,17%

Soit un nouveau montant du marché de 65 155,28 € HT et 71 670,81 € TTC.

**Lot n°5 : COUVERTURE-ZINGUERIE-** à la SAS CMV ROSSIGNOL-03200 ABREST, pour un montant initial d'offre de base de 23 124,27 € HT et de PSE de 5 019,75 € HT soit 28 144,02 € HT,

Montant de l'avenant n°1 : 4 260,40 € HT

TVA à 10% : 426,04 €

Écart par rapport au marché initial : 15,14 %

Soit un nouveau montant du marché de 32 404,42 € HT et de 35 664,87 € TTC.

Montant de l'avenant n°2 : 3 250,00 € HT

TVA à 10% : 325,00 €

Écart par rapport au marché initial : 26,69 %

Soit un nouveau montant du marché de 35 654,42 € HT et de 39 219,87 € TTC.

**Lot n°6 : MENUISERIES EXTÉRIEURES-SERRURERIE-** à la SAS CMV ROSSIGNOL-03200 ABREST, pour un montant initial de 34 400,00 € HT, soit 37 840,00 € TTC

Montant de l'avenant : - 3 590,00 € HT

TVA à 10% : 359 €

Écart par rapport au marché initial : -10,44%

Soit un nouveau montant du marché de 30 810,00 € HT et 33 891,00 € TTC.

**Lot n°11 : ÉLECTRICITÉ-** à la SARL KOLASINSKI-03270 SAINT-YORRE, pour un montant initial de 17 400,00 € HT, et 19 140,00 € TTC

Montant de l'avenant : +375,00 € HT

TVA à 10% : €

Écart par rapport au marché initial : +2,16% %

Soit un nouveau montant du marché de 17 775,00 € HT et de 19 552,50 € TTC.

**Soit un cumul global des 11 lots après avenant de 509 106,29€ (496 892,14 € HT à l'attribution des lots) soit 578 863,37 € TTC (564 835,93 € TTC à l'attribution des lots),**

**Article 2 :** De procéder à la signature de chaque avenant au marché correspondant,

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 19 Mai 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ

**MAIRIE  
D'ABREST**

Envoyé en préfecture le 12/05/2025

Reçu en préfecture le 12/05/2025

Publié le 12/05/2025

ID : 003-210300018-20250507-2025DEC12B2025-DE

S<sup>2</sup>LO

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST**

**N°12/25**

**EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE**

**Demande d'aide Programme Régional FEADER-Dispositif projet  
LEADER**

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 26,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour « demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions pour les aides provenant de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale, de tout organisme institutionnel ou privé qui apporte sa contribution au financement de projets communaux de manière ponctuelle ou régulière ».

**Vu** le dispositif d'appel à projets « Porter un projet LEADER » issu du programme Régional FEADER 2023-2027 Auvergne Rhône Alpes-GAL Auvergne Rhône-Alpes des territoires bourbonnais 2023-2027,

**Vu** la Fiche Action n°3 « Accompagner le développement en valorisant nos communs » - « AAP3.3 Accompagner le développement en valorisant nos communs »

**Considérant** le projet de la commune de développer des actions d'animation, de communication, de formation, de création, de diffusion visant à :

- Faire la promotion des atouts touristiques du territoire ;
- Sensibiliser autour des richesses naturelles et culturelles ;
- Soutenir les activités culturelles et touristiques ;

**Considérant** le projet de film et ateliers culturels proposé dans le cadre de la valorisation du territoire de la commune d'ABREST, pour un montant de 32 800 € HT et 39 360 € TTC,

**DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** De participer à l'appel à projets et de solliciter auprès du GAL Auvergne Rhône-Alpes des territoires du Bourbonnais, une aide au titre du dispositif du projet LEADER, à hauteur de 80% du budget, soit 26 240 € HT, le reste à charge pour la commune sera de 20% soit 6 560 €.

**Article 2 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 07 Mai 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ



**MAIRIE  
D'ABREST**

Envoyé en préfecture le 20/05/2025

Reçu en préfecture le 20/05/2025

Publié le 20/05/2025

ID : 003-210300018-20250519-2025DEC13B2025-DE

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST**

**N°13/25**

**EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE**

**Aménagement du centre bourg- rénovation de deux logements-  
Demande de subvention**

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 15,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour « demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions pour les aides provenant de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale, de tout organisme institutionnel ou privé qui apporte sa contribution au financement de projets communaux de manière ponctuelle ou régulière ».

**Vu** le budget d'investissement 2025 et l'opération n°222

**Considérant** la décision n°21/24 du 27 mai 2024 d'attribution des marchés,

**Considérant** la décision n°11/25 du 19 mai 2025 portant validation des avenants aux lots concernés

**Considérant** les devis relatifs à l'acquisition de mobilier de cuisine pour l'équipement des maisons

**Considérant** l'aide financière apportée par le conseil départemental de l'Allier dans le cadre du contrat Reconquête des centres villes et centres bourgs, et l'avenant n°1 en date du 25 juillet 2024,

**DÉCIDE**

**Article 1 :** de solliciter l'aide du conseil départemental et de Vichy Communauté pour les travaux suivants :

**Lot n°1 : Désamiantage, entreprise SUCHET** pour un montant de 30 791,55 € HT soit 33 870,71 € TTC.

**Lot n°2 : Démolition, entreprise MALDAN** pour un montant de 3 350,00 € HT soit 3 685,00 € TTC.

**Lot n°4 : Gros œuvre-démolition, entreprise MALDAN** pour un montant de 65 155,28 € HT soit 71 670,81 € TTC.

**Lot n°5 : Couverture Zinguerie, entreprise SAS CMV ROSSIGNOL** pour un montant de 35 654,42 € HT soit 39 219,87 € TTC.

**Lot n°6 : Menuiseries extérieures, serrurerie, entreprise SAS CMV ROSSIGNOL** pour un montant de 30 810,00 € HT soit 33 891,00 € TTC.

**Lot n°7 : Menuiseries intérieures, entreprise SAS CMV**

Envoyé en préfecture le 20/05/2025

Reçu en préfecture le 20/05/2025

Publié le

20/05/2025 S<sup>2</sup>LOW

ID : 003-210300018-20250519-2025DEC13B2025-DE

ROSSIGNOL pour un montant de 14

**Lot n°8 : Plâtrerie, peinture, faïence, entreprise SARL XAVIER** pour un montant de 60 920,84 € HT soit 67 012,92 € TTC

**Lot n°9 : Sols souples, entreprise SARL SOL'CONCEPT** pour un montant de 7 097,30 € HT soit 7 807,03 € TTC

**Lot n°10 : Chauffage-plomberie, entreprise SARL PORSENNA JPG** pour un montant de 54 980,00 € HT soit 60 478,00 € TTC

**Lot n°11 : ÉLECTRICITÉ-** à la SARL KOLASINSKI-03270 SAINT-YORRE, pour un montant de 17 775,00 € HT et de 19 552,50 € TTC.

**Acquisition de mobilier de cuisine : Magasin BUT,** pour un montant de 1 295,80 € HT soit 1 554,96 € TTC

**Soit un cumul de 321 937,69 € HT et 354 261,05 € TTC**

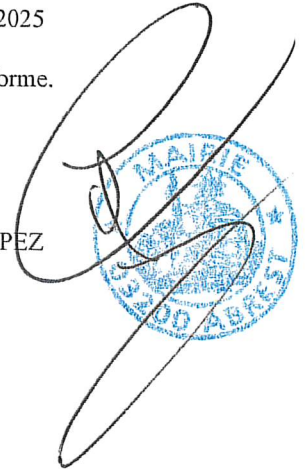
**Article 2 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 19 Mai 2025

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Romain LOPEZ



**MAIRIE  
D'ABREST**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST**

**N°14/25**

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Location local communal 14, Avenue de Vichy

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 5,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

**Considérant** la demande de monsieur Jean-Pierre LENOBLE à l'effet de prolonger la location du local communal qu'il occupe, situé 14 Avenue de VICHY ;

## DÉCIDE

**Article 1 :** De procéder à la location du local communal à monsieur Jean-Pierre LENOBLE à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 et jusqu'au 30 juin 2026, pour un loyer mensuel de 180 €.

**Article 3 :** Les conditions de location seront précisées dans la convention de bail précaire et temporaire.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 27 mai 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ

MAIRIE  
D'ABREST

Envoyé en préfecture le 28/05/2025  
Reçu en préfecture le 28/05/2025  
Publié le 28/05/2025  
ID : 003-210300018-20250527-2025DEC152025-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST

N°15/25

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Convention de bail précaire et révocable

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 5,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

**Considérant** la propriété communale située impasse du Groumenier, cadastrée ZE n°600, d'une superficie de 5 000m<sup>2</sup>, en l'état de prairie,

**Considérant** la demande de madame Audrey CHANET BOYER afin d'occuper cette emprise de terrain à pour le pâturage de chevaux ;

### DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup> :** De procéder à la signature d'une convention de bail précaire et révocable, à titre gratuit, pour une durée d'une année, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 jusqu'au 30 juin 2026,

**Article 2 :** Les conditions de location seront précisées dans la convention à intervenir.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 27 mai 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ

**MAIRIE  
D'ABREST**

Envoyé en préfecture le 28/05/2025

Reçu en préfecture le 28/05/2025

Publié le

ID : 003-210300018-20250528-2025DEC162025-DE

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST**

**N°16/25**

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Contrat de location de véhicule « navette gratuite »

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 5,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

**Considérant** l'échéance du contrat de location avec la société VISIOCOM pour la mise à disposition d'un minibus de 9 places, en novembre 2025 ;

**Considérant** la proposition de nouvelle convention formulée par la société VISIOCOM avec le même véhicule ;

## DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup> :** De procéder à la signature d'un contrat de location avec la société VISIOCOM pour la mise à disposition d'un véhicule minibus de 9 places, pour une nouvelle durée de trois années à compter de la date de changement des visuels publicitaires,

**Article 2 :** De procéder à la signature d'un contrat de régie publicitaire avec la société VISIOCOM,

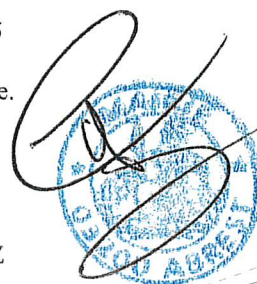
**Article 3 :** Les conditions de location sont précisées dans les contrats à intervenir,

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 28 mai 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ



**MAIRIE  
D'ABREST**

Envoyé en préfecture le 10/06/2025

Reçu en préfecture le 10/06/2025

Publié le 10/06/2025

ID : 003-210300018-20250604-2025DEC172025-DE

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST**

**N°17/25**

**EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE**

**Acquisition d'un véhicule-Contrat de crédit-bail**

Le Maire de la Commune d'ABREST,

**Vu** l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 4,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°36/20 en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords- cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, selon les dispositions prévues à l'article L 2122-22 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales

**Considérant** la nécessité d'acquérir un véhicule pour le fonctionnement des services communaux ;

**Considérant** la solution de financement par principe de crédit-bail ;

**Considérant** les consultations effectuées pour l'achat du véhicule et l'organisme de financement du crédit-bail,

**Considérant** le budget communal prévoyant le financement ;

**DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** De procéder à l'acquisition d'un véhicule KANGOO pour le montant de 27 540,93 € HT soit 32 698,76 € TTC auprès du garage SODAVI-RENAULT VICHY-BONY AUTOMOBILE,

**Article 2 :** D'approuver la formule de financement par crédit-bail auprès de BPMC-BANQUE POPULAIRE BAIL MATÉRIEL aux conditions suivantes :

-Loyer mensuel sur 60 mois : 508,66 € HT

-Valeur résiduelle au terme du contrat : 275,41 € HT

-Frais de dossier : 150,00 € HT

-Frais de Greffe : 23,00 € HT

**Article 3 :** Les conditions du crédit-bail seront précisées dans le contrat,

**Article 4 :** Les montants correspondants seront prévus pour chaque exercice budgétaire,

**Article 5 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 04 juin 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ



MAIRIE  
D'ABREST

Envoyé en préfecture le 16/06/2025

Reçu en préfecture le 16/06/2025

Publié le

ID : 003-210300018-20250605-2025DEC182025-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Allier  
Commune d'ABREST

N°18/25

## EXTRAIT DES DÉCISIONS DU MAIRE

### Travaux de voirie-Signature de commandes

Le Maire de la Commune d'ABREST,

Vu l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment l'alinéa 4,

Vu la délibération du conseil municipal n°36/20 2° en date du 18 novembre 2020 portant délégation d'attribution à monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords- cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, selon les dispositions prévues à l'alinéa 4 de l'article L 2122-22 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales

Vu le budget d'investissement 2025 et l'opération n°139

Considérant la consultation engagée pour les travaux de voirie 2025

### DÉCIDE

**Article 1 :** La société EIFFAGE ROUTE CENTRE EST- LOIRE AUVERGNE-03200 ABREST, est retenue pour la réalisation des travaux de voirie selon le détail suivant :

Rue du Baril et rue de Fontchaudière pour un montant de travaux de 75 058,00 € HT soit 90 070,20 € TTC,

Impasse des fusillés pour un montant de 14 971,20 € HT soit 17 965,44 € TTC,

Bordures chemin des plans pour un montant de 9 100 € HT soit 10 920,00 € TTC

**Article 2 :** De procéder à la signature de chaque devis correspondant,

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Fait à ABREST, le 05 Juin 2025

Pour extrait conforme.  
Le Maire,

Romain LOPEZ

